

# Les PMI/PME face au traité transatlantique et aux sanctions de la crise ukrainienne

mise en valeur et impact **Small Business Act**

[LIEN présentation SBA](#)



- I - Crise ukrainienne
- II - le Transatlantic Trade & Investment Partnership (TTIP)
- III - Le Small Business Act
- IV - Echanges

# Rôle de l'IRCE

- L'Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe - OING
- Maison de l'Europe de Paris mais aussi en région en France et en Europe
- Indépendance, à charge et à décharge
- Ce qui est bon pour l'Europe
- Informer, former animer, réfléchir, proposer
- Dynamiques européennes de tous les domaines de la politique générale de l'UE
- Événements retransmissibles
- Registre de transparence des institutions
- [Lien plaquette](#)



# Ukraine et TTIP : une lecture particulière

de la situation où chacun a ses lunettes »  
en fonction de ses ressentis et de ses  
intérêts



Un nécessaire équilibre qui nécessite une prise  
d'information à la fois précise (S) et prospective (N)

# Un savant équilibre entre les parties dans la prise de décision tête froide (T) ou avec convictions (F)



Un déséquilibre peut entraîner une catastrophe

# Premier cadre stratégique complet en faveur des PME

Publications — DG Entreprises

## Exercice de fil rouge avec le Small Business Act

Charte européenne des petites entreprises



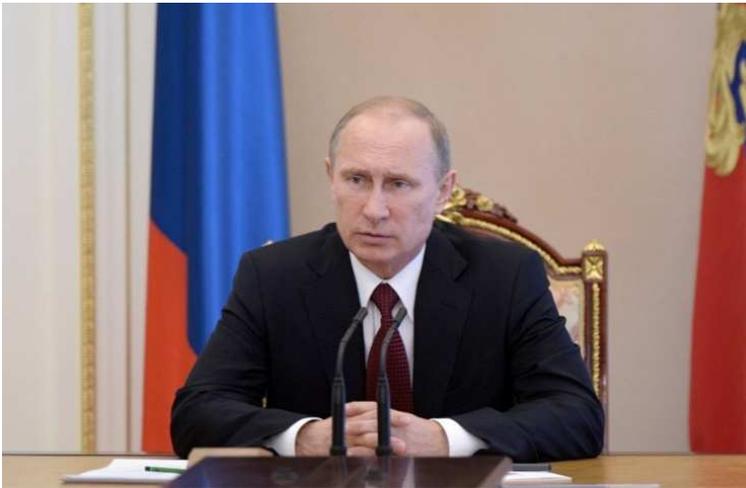
Observatoire des PME européennes  
2002 / N° 2

Les PME en Europe,  
avec un premier regard  
sur les pays candidats

- A la suite notamment de la charte européenne des petites entreprises, il a été institué un Small Business Act en 2008 pour les PME, revisité en 2011 et avec une nouvelle dynamique 2014-2020 pour renforcer et stimuler la croissance avec 10 principes (voir document) et **trois priorités** incluses dans une volonté de développement de l'esprit d'entreprise et de communication :

- **Simplification administrative,**
- **Accès au financement**
- **Accès aux marchés internes et export**

# Ukraine : l'UE facilitatrice... mais pas que quelle attitude avoir vis-à-vis de l'Ukraine, de la Russie et de leurs dirigeants ?



Quels rapports de force ? Quels enjeux économiques et militaires et pour qui ? Quels jeux psychologiques ?

## Réalités : Historique de la crise

- Relations politiques et économiques, accord de coopération depuis 1998 dans le domaine des réformes
- Accord d'association mis en place en 2012 et confirmé en 2013 par un agenda d'association
- REEL BESOIN ECONOMIQUE UKRAINIEN (12 G€) comme l'Allemagne de l'Est mais cette fois la Russie pouvait suivre
- Gel en novembre 2013 au sommet de Vilnius): explication du président ukrainien de refus des contraintes européennes (étions nous déjà dans une notion d'intégration ?) (similitude avec Frédéric III qui s'est enfuit la veille de signer le couronnement du roi de Bourgogne qui visait à rétablir la paix avec la France ?)
- Événements place Maidan
- Mars 2014 : le Conseil de l'UE condamne la violation de la souveraineté territoriale de l'Ukraine (province de l'est et convention de 97 sur le stationnement de la flotte en mer noire)
- Événements militaires avec rebondissements
- Accord UE Ukraine sur l'intégration économique et l'association politique confirmée le 27 juin
- Recherche de solution pacifique avec implication de l'UE comme facilitatrice dans les discussions UK / Russie sur le gaz

# Réalités : choisissez votre camp !

- Sujet de discorde et « planche à secousse » entre les soutiens US / Russie – une chance pour l'Europe ?... Jusqu'à l'Oural ?
- Quelles sont les vraies questions ? SWOT et OPACQ de situation
- Parlons nous de la Russie ? De V. Poutine ? De l'UE ? Qui en UE ?
- Réagir en Européens ? En Français ? En ... Bourguignons ? Solidaire ou non en fonction de ses intérêts ? Sommes nous fiers d'être Européens ?
- Pourquoi l'Europe s'en mêle-t-elle ? L'Ukraine est-elle déjà européenne ?
  - Espace de paix et de sécurité interne et politique de voisinage de sécurité, notamment pour sauvegarder économie, médiation entre Ukraine et Russie ...
  - éventuelle intégration ? Similitudes au regard des anciens PECO avec intégration accélérée ? La Turquie a été le premier membre coopérant...
  - Mais peut-être faut il désormais communiquer sur autre chose ?
- SWOT UE : économie et espace de paix (histoire mouvementée à l'Est)
- SWOT RUSSIE : proximité et liens d'une partie de la population
- SWOT UKRAINE : vaste territoire avec certaines richesses mais exangue
- Aspect psychologique du chef : V. Poutine semble ne pas avoir fait le deuil de l'Allemagne de l'Est et a voulu stopper un processus enclenché depuis longtemps – profil perfectionniste, presque loyal (pas si fort que ça) mais persévérant

# Pourquoi des sanctions économiques à un problème militaire et de sécurité ?

- Défense : domaine réservé de chaque Etat mais possibilité d'action financières communes (rappel des pouvoirs de l'UE) = sanctions économiques
- Prise de conscience défense militaire civile et économique en plus de défense militaire ? Sommes nous conscients d'un réel danger de déstabilisation ?
- Rappel de la stabilité de la guerre froide car contrôle et liens permanents
- Sanctions opportunes ? De tout temps (blocus anglais, français, allié.. allemand...).....
- Cela arrête t il V. Poutine ? Non, comme en Syrie mais cela l'ennuie fortement même si, comme l'Europe il peut en profiter pour se renforcer
- Faut-il en profiter pour blâmer les US qui apportent leur pression militaire à défaut de celle de l'UE pour justement défendre l'espace de paix et de sécurité (voulu d'ailleurs par les US et mis en œuvre par le plan Monnet Schuman) ?
- Autre crise ... cause commune face à la menace islamique en Russie ?

# Rappel des pouvoirs de l'UE

- **Principe de délégation individuelle limitée** : L'UE et ses institutions ne peuvent pas décider elles-mêmes de leurs bases juridiques et de leurs compétences sauf « sécurité nationale » qui reste de la compétence exclusive des Etats.
- **Compétences exclusives** où une mesure de l'UE est la plus efficace et peut seule légiférer et adopter des actes sauf exceptions par les Etats avec habilitation : union douanière, règles de concurrence, politique monétaire des Etats de la zone euro, politique commerciale commune et certaines parties pêche
- **Compétences partagées** entre l'UE et les Etats membres où l'UE apporte une plus value à une action des Etats et détient un privilège d'exercice ou un transfert aux Etats : marché intérieur, cohésion économique sociale et territoriale, agriculture et pêche, environnement, transports, énergie, espace de liberté, sécurité, justice, santé publique, recherche, espace, développement, aide humanitaire
- **Compétences auxiliaires** où l'UE intervient exclusivement pour coordonner ou compléter l'action des Etats membres sans harmoniser de façon juridique les dispositions de droit national : protection et l'amélioration de la santé humaine, l'industrie, la culture, le tourisme, l'éducation, la jeunesse, le sport, la formation professionnelle, la protection civile et la coopération administrative
- **Hors liste** : la politique économique et l'emploi où les Etats reconnaissent un besoin de coordination et la PESC où les compétences des Etats conservent leur politique étrangère propre

# Sanctions UE / crise ukrainienne (1)

- Affirment le droit avec un regard européen proche de la Cour pénale internationale qui n'est pas forcément le décryptage fait par la Russie
- **Mesures diplomatiques :**
  - suspension des négociations sur l'adhésion de la Russie à l'OCDE et à l'agence internationale de l'énergie
  - Annulation du sommet UE-Russie, suspension des questions de visa, suspension de la mise en oeuvre des programmes bilatéraux de coopération transfrontalière
- **Mesures restrictives (gels des avoirs et interdiction de visas)**
  - Ajout de 24 personnes (= 119) (nommées en annexe au JOUE) liées aux actions contre l'intégrité territoriale de l'Ukraine (dirigeants du Donbass, Crimée, décideurs et oligarques russes, transactions avec les séparatistes) interdites de pénétrer sur le territoire de l'UE
- **Restrictions pour la Crimée et Sébastopol**
  - Interdiction des importations venant de Crimée et Sébastopol sauf si accompagnées d'un certificat d'origine des autorités ukrainiennes. Restrictions commerciales dans les infrastructures transport, télécommunication, énergie, exploitation gaz de pétrole et de minéraux. Exportation d'équipements interdite sur ces domaines ainsi que services financiers et assurance
- **Mesures relatives à la coopération économique**
  - Le 16 juillet le Conseil européen a demandé à la BEI de suspendre la signature de toutes nouvelles opérations de financement de Russie
  - Le Conseil a invité la Commission à réévaluer les programmes de coopération UE-Russie dans une décision au cas par cas

# Sanctions UE / crise ukrainienne (3)

## ● Mesures ciblant la coopération sectorielle et les échanges avec la Russie (sanctions économiques)

- 12 septembre . Renforcement des restrictions relatives à l'accès de la Russie aux marchés de capitaux de l'UE : Arrêt de prêts à 5 grandes banques publiques russes et interdiction d'utilisation ou de courtage d'instruments financiers de ces banques. Idem pour 3 grandes entreprises russes de défense et 3 dans l'énergie : gel des avoirs de 23 entités
- Les ressortissants et entreprises européennes n'ont plus le droit d'acheter ou de vendre de nouvelles obligations, actions ou instruments financiers similaires d'une durée de plus de 90 jours, émis par les principales banques nationalisées et banques de développement russes ainsi que leurs succursales et filiales en dehors de l'UE
- Un embargo est mis en place sur les importations et exportations d'armes et de matériels connexes de et vers la Russie et couvre la liste commune des équipements militaires de l'UE
- Interdiction d'exporter à la Russie des biens et technologies duales à des fins militaires élargie à 9 sociétés mixtes. L'ensemble des articles figurant sur la liste des biens à double usage de l'UE sont concernés (liste de 2009 – relation avec CIEEMEG – régime communautaire de contrôle des exportation, du courtage et du transit de biens à double usage)
- Ne s'appliquent pas à la vente de biens et technologies à double usage destinés à l'industrie aéronautique et spatiale, à des fins non militaires et pour un utilisateur final non militaire, ni à la fourniture d'une assistance technique ou financière liée à ces biens et technologies, ainsi qu'à l'entretien et à la sécurité d'installations nucléaires civiles existantes au sein de l'UE, à des fins non militaires et pour un utilisateur final non militaire
- Arrêt des fournitures de certains services nécessaires à l'exploration et à la production de pétrole en eau profonde ou en Arctique et touchant le schiste bitumineux (forage, essai n puits, diaggraphie) liste publiée (tubes et tuyaux....)

### impact SBA sur le Programme d'investissement pour la région orientale sur région Est et Crimée + investissements Russie

- Le programme d'investissement pour la région orientale vise à soutenir le développement économique et l'environnement commercial de la région orientale incluant l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.
- Ex: Géorgie : système de transmission d'énergie; Ukraine : assistance technique appui aux municipalités; Azerbaïdjan : assistance technique financière, Arménie : métro de Yerevan
- Ce programme soutient les PME dans leur processus d'internationalisation en améliorant leur mise en réseau et en encourageant le développement commercial.
- Impact IE / PME [LIEN SBA](#)
- [Ec.europa.eu/euopeaid/work/ap/aap/2011\\_en.htm](http://Ec.europa.eu/euopeaid/work/ap/aap/2011_en.htm)

## Réponse russe

- Réaction idem pacte de Varsovie
- Création d'un espace tourné vers l'Asie
- Embargo « agricole » : bœuf porc, volaille, poisson, fromage, lait, légumes, fruits AVEC IMPACT LOCAL
- Rappel à l'ordre du Kzakhstan et Biélorussie qui n'est pas hostile aux produits européens
- Et le vin? Vont-ils arrêter de boire ? La classe dirigeante va –t-elle s'approvisionner autrement pour nos vins de luxe ?

# Comment réagir positivement ?

- G. Medvedev : une chance pour la Russie et pourquoi pas « une chance pour l'Europe ! »
- Valorisation des savoir-faire français dans le domaine de la recherche pétrolière cf conf économie de la mer (OK pas en Bourgogne...)
- mangez des pommes !
- Transits, étiquetages, réorientation des destinations, contournement de l'embargo par des pays disposant d'un accord avec la Russie (belarus, Kazakhstan...) ou ré-étiquetage (Maroc)
- Planche à secousse positive harmonisation administrative export matériels sensibles et financements

## Sanctions en ligne

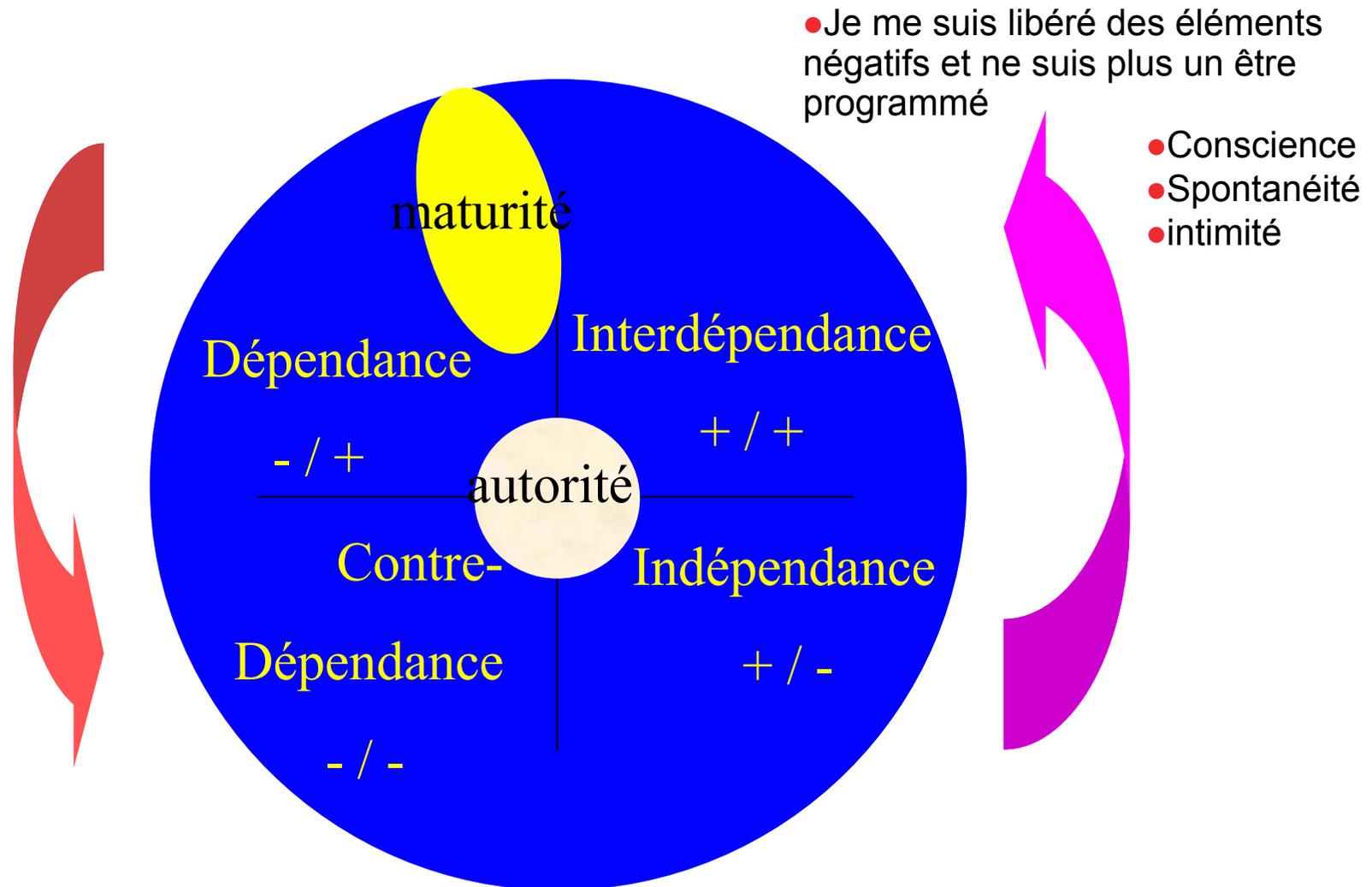
- [http://europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu\\_sanctions/index\\_fr.htm](http://europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu_sanctions/index_fr.htm)
- <http://europa.eu/avservices/video/player.cfm?ref=1091887>
- [Europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu\\_sanctions/index\\_fr.htm](http://europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu_sanctions/index_fr.htm)
- Voir documents sur <http://irce.overblog.com>

# Faut-il avoir peur du Transatlantic Trade & Investment Partnership (TTIP) ?



Une formidable opportunité si l'on sait être vigilant !

# Une nécessaire interdépendance



## Les 4 premiers degrés d'autonomie (catherine Seemoore)

<p><b>- / + : le paillasson</b></p> <p>Fuir, je ne suis pas OK</p> <p>Soumission, « oui », « nous », « on », jeux : victime soumise, enfant modèle</p>	<p><b>+ / + : l'unisson</b></p> <p>Avancer avec l'autre, tout le monde est OK</p> <p>Adaptation, « oui...si », met des limites, choix intérieur de l'identité</p>
<p><b>- / - : le hérisson</b></p> <p>Être dans l'impasse, personne n'est OK</p> <p>Symbiose ambivalente de la rébellion à l'accusation, « non », jeux : sans toi, victime rebelle ou persécuteur</p>	<p><b>+ / - : le polisson</b></p> <p>Se débarrasser de l'autre, vous n'êtes pas OK</p> <p>Séparations vécues, prise de conscience de la compétence « moi », « tous seul », jeux : individualiste</p>

# Les réalités du cadre de travail

- Initié depuis 2007 – le 14 juin, les Etats de l'UE ont donné le feu vert à la Commission pour commencer les discussions d'échange et d'investissement avec les Etats-Unis
- Travaux de groupe achevés en février 2013 sur le cadre général d'une approche économique globale : investissements, matières premières, bio-économie, santé, énergie, TIC, coopération PME, nanotechnologie, mobilité électrique mais aussi travail (diplmes...)
- Volonté d'ouvrir les portes (droits de douane, taxes...), réduire les coûts et assurer une compétition équitable
- Compétence exclusives de l'UE [LIEN](#) mais l'UE sait parfois être forte (sanctions Ukraine)
- L'interlocuteur est la United States International Trade Commission qui défend l'industrie Etats-unienne et les droits de propriété intellectuelle. Rien ne dit que le Congrès laissera passer l'ouverture du BAA (cf opposition avec la défense sur les offsets)
- Rien n'est fait et vous pouvez faire porter votre voix

# Réalités des échanges actuels

- 2 G€ par jours d'échanges sur les biens et les services
- La balance des investissements est légèrement favorable à l'UE
- Les investissements US dans l'UE sont 3 fois plus élevés qu'en Asie
- Les investissements UE aux US sont 8 fois plus élevés qu'en Inde et Chine réunies
- 1/3 des échanges sont internes entreprises
- Entre 2011 et 2013 la balance UE est excédentaire en biens (90 G€) et services (10 G€)

## Avantages pour les affaires : exemples des réclamations UE

- Accéder à des informations douanières par internet et sans coûts (500 \$)
- Ouverture de marchés alimentaires par harmonisation et compréhension des procédures (huîtres, fromages...)
- Suppression des visas business
- Simplification administrative et réduction des coûts
- ouverture du Buy American Act, allègement voire suppression des obligations
- Harmoniser les standards, tirer profit d'un partage de normalisation avec effet de levier sur d'autres régions fonctionnant sur des règles US (cf aéronautique)
- Suppression de certains coûts et taxes portuaires
- Allègement ou suppression de droits de douane (jusqu'à 30%)
- Harmonisation des taxes internes (TVA)
- Suppression du contrôle tarifaire
- Renforcement et mise en valeur des droits de PPI
- Ouverture du commerce électronique
- Espérer de meilleures implantations

## Les principales attentes US

- Accroître les affaires et faire baisser les barrières
- Faire baisser les tarifs
- veulent atteindre des technologies (attention à l'expérience du F-35 ...)
- Qu'ont-ils d'autre derrière la tête ... ?

## Les avantages pour les personnes?

- Harmonisation de la santé
- Reconnaissance des diplômes mais ... le sont-ils au sein de l'UE ? Ou peut-être sera ce un élément de facilitation ? Ou de segmentation ? EQUIS etc...
- Meilleurs prix par disparition des droits de douane
- Meilleur accès aux achats en ligne
- Développer les initiatives vertes aux US

## Expériences Canada / UE

- Ouvert en 2009
- Balance de Gain favorable entre 2011 et 2013 pour les exports de l'UE (/ imports) entre 2011 et 2013 sur les biens (4 G€), les services (7 G€) et les investissements (115 G €)
- 50 des gains attendus dans le commerce des services, 25% grâce au changement des tarifs et 25% grâce aux absences de barrières tarifaires : 2,9 G€ pour EU et 1,7 G€ pour Canada
- Chine : engagée en 2013 – balance sur les biens défavorable à l'UE et favorable aux services

# Lien avec la monnaie

- Un Euro fort nous permet d'acheter et de nous prémunir mais moins d'exporter mais ne nous empêche pas de fonctionner dans la zone euro !
- Les Etats-Unis, qui cherchent désormais un dollar plus fort, ne veulent-ils pas en profiter pour maintenir et accroître leurs ventes en Europe ?



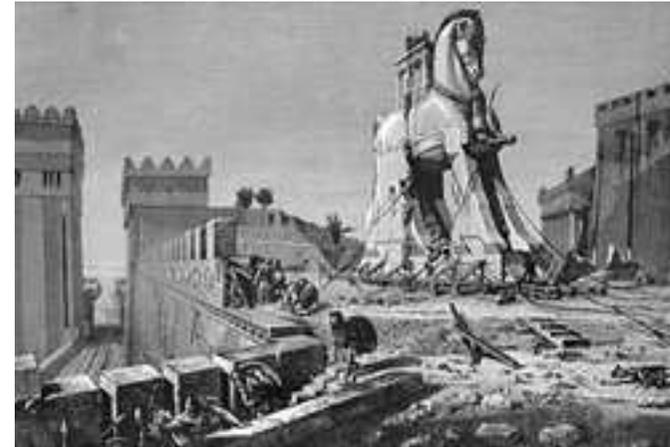
# Des coopérations réussies...par l'UE ou ses pays membres !



- CSF56 GE / SNECMA où GE cherche à sortir du mariage...
- GE / ALSTOM ?
- Offsets E2-C VA et investissements SMART tout en ouvrant la porte
- OTAN / ACCS

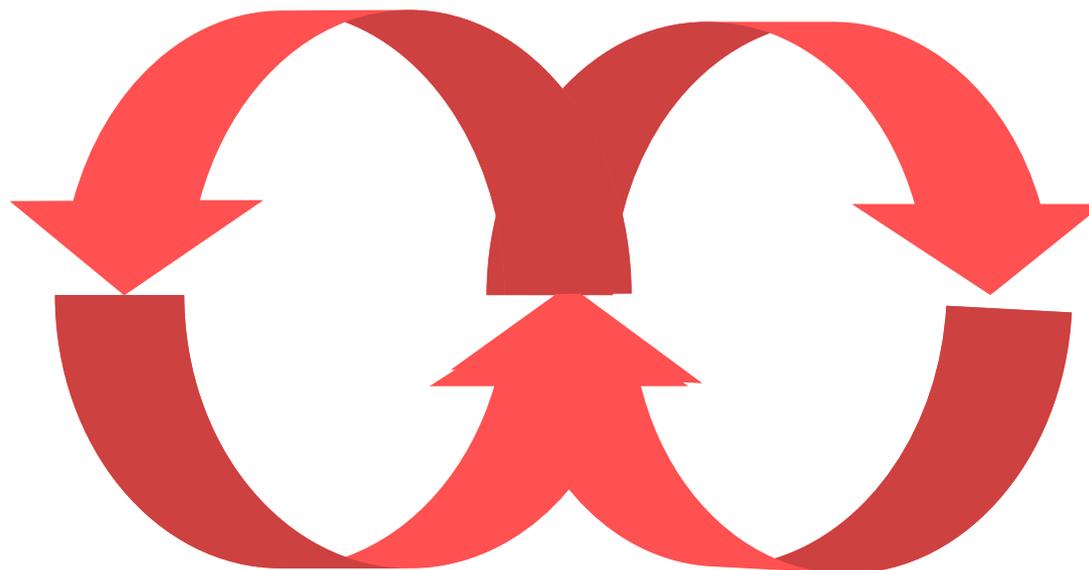
# veille

- Attention aux contraintes non voulues à l'intérieur comme pour répondre à des besoins US (OGM, fromages...)
- Attention à la conservation de certains labels : chateaux bordelais, climats de Bourgogne...
- Attention aux normes que nous ne voulons pas
- Attention à l'affectif historique et à la force étasunienne (OTAN)



# Une négociation raisonnée parsemée de jeux historiques...

Equilibres  
de Nash



Pas un seul  
jeu mais de  
nombreux  
jeux  
simultanés

... se mettre à la portée de l'autre pour mieux l'amener sur son terrain afin de recharger sa batterie psychologique

Le « WIN-WIN » n'est pas forcément « 50 / 50 »

# TTIP : Réalités et options (1)

- Cacher la copie est la méthode préférée des technocrates mais ne sont ils pas déçus quand ils interrogent le peuple ?
- Aspects psychologiques, commerciaux
- Il existe plus de barrières politiques aux US qu'en UE (barrières juridiques)
- L'UE est-elle influençable ?
- Pourquoi ne rien avoir dit pour le Canada ? Où en a-t-on parlé sans intérêt ?
- Anciens essais d'achats croisés F/UK
- Protéger le marché intérieur ou l'étendre ou.... l'éteindre ?
- De plus en plus de personnes achètent aux US et ne veulent pas être bloqués par des normes
- Impact SBA par les normes et les financements
- Qui est demandeur ? Discours européen d'aller chercher la croissance à l'extérieur
- Qui a le plus à gagner et à perdre ?
- Faut-il penser globalement ou plutôt en cloisonnant dans une spécialisation
- seuls les Américains sont-ils « outre atlantique » ? Qu'en pensent les autres ?

## TTIP : Réalités et options (2)

- Avancer peut-être mais en confiance... dans la force de l'UE au sein de la négociation mais qui, à part Airbus, n'a pas de « force économique » à part sur le papier, sauf si force commerciale et de concurrence par ses attributions
- Continuité dans le libéralisme européen ou Buy European Act d'abord ?
- La plupart des échanges se font à l'intérieur de l'Europe et dans la zone euro, faut-il changer ?
- Veille nécessaire d'Intelligence économique car justement elle n'existe pas en Europe !
- Quid du budget de l'UE qui fonctionne avec des droits de douane ?
- Industrie : les US seraient-ils prêts à assouplir le BAA (cf offsets) ? Qu'ont-ils bien en tête ?
- Agroalimentaire : attention à ne pas perdre certaines identités et d'accepter des exigences US sur les vins, les fromages
- Emplois : attention à l'accentuation possible de la fuite des cerveaux !
  
- **DONNEZ NOUS VOTRE AVIS AU REGARD DE CES ELEMENTS**

## Prochaines étapes ?

- La chine ?
  - [http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and\(regions/countries/china](http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and(regions/countries/china)
- La Russie ?
  - Quand elle sera prête ?
- EUROMED ?
- L'inde

## TTIP : les liens informatifs

- [http://ec.europa.eu/trade/policy/infocus/ttip/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/trade/policy/infocus/ttip/index_fr.htm)
- <http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/countries/United-states/>
- [http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and\(regions/countries/canada](http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and(regions/countries/canada)
- [http://europa.eu/rapid/press-release8MEMO-13-911\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release8MEMO-13-911_fr.htm)
- Voir aussi : [www.usitc.gov/](http://www.usitc.gov/) et <http://irce.overblog.com>

- MERCI DE VOTRE ATTENTION
- NOUS SOMMES A L'ECOUTE DE VOTRE AVIS ET DE VOS PROPOSITIONS

**La politique de l'UE pour les entreprises  
dans la stratégie 2020  
le Small Business Act  
et les financements directs et indirects  
(voir présentation spécifique)**



# L'implication de la DG entreprise et Industrie de la Commission européenne

- Politique industrielle
- Politique d'innovation – promotion et soutien
- Politique des PME
- Marché intérieur – législation
- Espace et Sécurité - Galiléo



- Concourt à la structure du Budget de l'UE : env 150 Md€ / an soit 1% de la richesse produite par les Etats membres
- Compétitivité emploi : passe de 9% (2007-2013) à 13 % (2014 – 2020)

## Politique globale Europe 2020

Croissance intelligente basée sur l'innovation	Croissance durable	Croissance inclusive
Innovation « Union de l'innovation » PME	Climat, énergie et mobilité « une Europe économe en ressources » PME	Emplois et compétences « une stratégie pour les nouvelles compétences et les nouveaux emplois » PME
Education « jeunesse en mouvement »	Compétitivité « une politique industrielle à l'ère de la mondialisation » PME	Lutte contre la pauvreté « plate forme européenne contre la pauvreté »
Société numérique « une stratégie numérique pour l'Europe » PME		

## II - la Dynamique du Small Business Act

Charte européenne des petites entreprises



Observatoire des PME européennes  
2002 / N° 2

Les PME en Europe,  
avec un premier regard  
sur les pays candidats

- A la suite notamment de la charte européenne des petites entreprises, il a été institué un Small Business Act en 2008 pour les PME, revisité en 2011 et avec une nouvelle dynamique 2014-2020 pour renforcer et stimuler la croissance avec 10 principes (voir document) et **trois priorités** incluses dans une volonté de développement de l'esprit d'entreprise et de communication :

- **Simplification administrative,**
- **Accès au financement**
- **Accès aux marchés internes et export**

### Small Business Act en Bourgogne...

- Il convient d'ailleurs à saluer l'initiative portant le même nom entre la CGPME et le Conseil Régional de Bourgogne, qui a été un de nos partenaires pour le Symposium « vendre à la défense et à l'OTAN » destiné essentiellement aux PME, pour simplifier la commande publique et améliorer les conditions d'exécution des marchés.



### **PRIORITE 1 : Simplification des règles et des charges administratives**

- Priorité PME - Think Small First
- Directive sur les retards de paiement imposant aux autorités publiques de régler en moins de 30 jours
- Réduction de 25% du coût administratif des réglementations européennes
- Développement des guichets uniques
- Révision des directives de l'UE sur l'achat public (ex : Directive marché 2009)
- Création d'entreprises en 3 jours avec un coût de 100 € et un guichet unique (2007 moy 12 j et 485 €, 2010 7 j et 399 €; 2012 : moyenne 6,5 j et 397 €, France 4 j et 84 €, Italie 1j et 2673 € ...)
- Demande d'un document une seule fois seulement
- Test PME pour vérifier l'impact et l'incidence des mesures dans les Etats-membres
- Consultation des micro entreprises et TPE pour toute proposition législative européenne
- Simplification des règles de facturation de TVA - factures électroniques acceptées et comptabilité de caisse pour les entreprises dont le CA < 2M€
- Révision du système européen de normalisation pour en tirer un meilleur profit

### **PRIORITE 2 : Améliorer l'accès aux financements et au crédit (voir partie III)**

- Nouvelle organisation des actions et des financements liés à l'innovation, à la compétitivité et à la cohésion, mise en place de du dispositif d'accompagnement fonctionnel et d'ingénierie **COSME** (Competitiveness of Enterprises and Small & Medium Enterprises) pour un meilleur effet de levier (voté en nov. 2013), ciblé pour les PME avec 2,4 Md€ dont 1,4 en capital risque et garantie de prêt et le recentrage des actions d'innovation sur le programme **Horizon 2020** (R&D, énergie, TIC, innovation) profitant mieux des outils financiers pour générer des projets
- Continuer à apporter une contribution financière sous la forme de **subventions directes** à des projets ou des organisations qui soutiennent les intérêts de l'Union européenne ou qui participent à la mise en œuvre d'un programme ou d'une politique de l'UE et sous la forme de **subventions indirectes** via les fonds structurels et les marchés liés ou leurs facilitations (voir priorité 3)
- **Accéder aux financements en fonds propres, mezzanines et garanties de prêts en utilisant notamment les fonds structurels** (Jeremie) avec ingénierie liée
- Permettre aux intermédiaires financiers BEI et FEI de mieux mettre en œuvre les prêts et forcer les banques à fournir des informations en retour sur les demandes
- **Accéder aux marchés de capital risque et aux marchés de capitaux** (compétences BEI // BPIfrance) et accès au microcrédit (prêts < 25 000 euros) destinés au travailleurs indépendants et aux TPE< de moins de 10 salariés (Compétences BEI/FEI)
- Portail d'accès multilingue au financement des PME

### **PRIORITE 3 : Faciliter l'accès aux marchés à l'intérieur et l'extérieur de l'UE** (voir partie III)

- D'ici à 2020, 90% de la croissance se fera hors d'Europe et il convient d'avoir aussi une base et d'un solides à l'intérieur pour mieux les aborder
- Seulement 25% des PME européenne commercent à l'intérieur de l'UE et 13% exportent en dehors de l'UE
- La Commission européenne alloue une partie du budget de l'UE à des entreprises et des organisations au sein et à l'extérieur de l'UE sous la forme d'appels d'offres, de subventions, de fonds et d'autres programmes de financement
- La Commission a recourt à des marchés publics pour se procurer les biens et les services dont elle a besoin : études, assistance technique, formation, conseil, conférences, publicité, documentation, équipement informatique, etc...
- voir site Europa.eu le guide des marchés publics de l'UE et base de données TED (Tenders Electronic Daily [ted.europa.eu](http://ted.europa.eu)) des marchés publiés en provenance de toute l'Europe (UE et AELE).
- Market Acces Database : informations sur les conditions d'accès et recueil des plaintes sur les obstacles rencontrés

## II – La dynamique du Small Business Act

### Soutien à l'internationalisation interne et à la politique de voisinage (Partie III-D)

- Réseau Entreprises Europe – 320M€ 2007-2013
- Plus 600 organisations régionales (CCIR)
- Présent dans 50 pays – EU et au-delà
- 4300 accords de partenariat transfrontaliers conclus
- Augmentation des centres d'affaires (Chine, Inde, Thaïlande, ASEAN)
  - CHINA SME HELPDESK : assistance gratuite en propriété intellectuelle et face aux difficultés rencontrées vers la Chine
  - Programmes Japon-Corée
- Cellule Entreprises & Coopération de la Représentation Permanente française à Bruxelles pour les programmes en dehors de l'UE
- Financements de programmes pour EUROMED via EUROPAID (gestion par les Etats destinataires et centralisation à Bruxelles)



### Esprit d'entreprise et communication

- Semaine européenne des PME – en octobre depuis 2008
- Prix européen de la Promotion de l'Esprit d'Entreprise (EEPA)
- Échanges de bonnes pratiques
- Plan d'action Entreprenariat 2020
- Erasmus jeunes entrepreneurs :
  - Permet de travailler pendant 6 mois chez un autre entrepreneur établi dans un autre pays au sein de l'UE et bientôt en dehors de l'UE
- L'Entreprise au féminin - Réseau de Femmes entrepreneurs ambassadrices
- Programme TV en partenariat avec Euronews sur les PME qui réussissent sur « business Planet »

## Les financements directs et indirects

<b>A / Subventions gérées directement par la commission européenne à travers des programmes thématiques</b>	<b>C / Instruments financiers : garanties de prêts, capital-risque, prêts gérés par le groupe BEI et accessibles par des intermédiaires nationaux</b>
<b>B / Subventions indirectes Fonds structurels (dont les plus importants FEDER – FSE) en gestion partagée avec les Etats membres et leurs régions dont les marchés et la facilitation</b>	<b>D / Développement et coopération :</b> il s'agit généralement d'une assistance non financière directe via des marchés ainsi que du financement d'une préparation, facilitation et mise en œuvre d'une mission avec possible prise en charge de certaines dépenses

Les chiffres qui seront donnés s'étalent sur une période de 7 ans

- MERCI DE VOTRE ATTENTION
- NOUS SOMMES A L'ECOUTE DE VOTRE AVIS ET DE VOS PROPOSITIONS